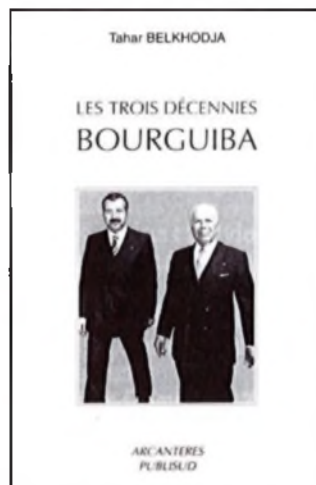


◆ **Tahar BELKHODJA**, *Les trois décennies Bourguiba*. Arcantères-Publisud. 1998. 288 p.

Utile contribution, dans un genre plutôt rare dans la Tunisie contemporaine, des mémoires politiques, sur les trois décennies de la Tunisie bourguibienne. Acteur et observateur privilégié de l'exercice du pouvoir politique, Tahar Belkhodja a déteillé des portefeuilles ministériels clés dans des périodes fortes de la vie politique tunisienne, l'Agriculture après l'expérience socialiste des années soixante, l'Intérieur avant janvier 1978, l'Information au début des années quatre-vingts. Il est également fortement impliqué dans la politique étrangère du pays, -il a occupé plusieurs postes diplomatiques d'importance-, et nous livre à ce titre des analyses approfondies sur la crise de Bizerte (avec en

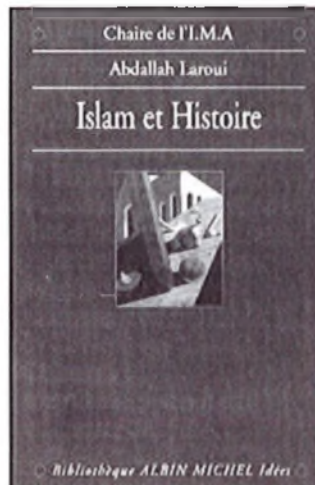


arrière-plan la question saharienne), et les échecs des entreprises unitaires avec l'Algérie et la Libye. Très négatif sur "l'aventure" collectiviste conduite par Ahmed Ben Salah, il déplore les occasions manquées de l'ouverture démocratique (1970, puis les législatives de 1981), dénonce un régime de personnalisation à outrance du pouvoir politique, où les institutions s'effacent devant les hommes, dans des relations de filiation ou d'adversité. Ambivalence du lien à

Bourguiba, omniprésence de la question de la succession, qui mine les "bons" projets (pacte social de 1977) par le jeu des stratégies individuelles, comportement néfaste de l'entourage immédiat du Président (à l'exception, souligne l'auteur, de son épouse), le constat est sévère. Il est pourtant celui d'un homme du système, qui revendique certes le statut de "semi-oppoçant", ambitionnant de changer le système de l'intérieur, vers plus de libéralisme et plus de démocratie. L'apport le plus intéressant de l'ouvrage a peut-être finalement trait à la trajectoire politique de l'auteur, qui illustre de manière exemplaire la gestion bourguibienne des hommes : trajectoire d'un bourguibiste prudent et légaliste, scandée par les disgrâces (qui se traduisent au mieux par un poste diplomatique à l'étranger, au pire par l'exil ou la prison) et les retours en grâce ; trajectoire d'un homme qui a intériorisé la "réversibilité des situations", évoque "la chance" de ses mises à l'écart du gouvernement en décembre 1977 (avant les émeutes du 26 janvier 1978), et à l'été 1983, regrette de ne pas avoir démissionné en certaines occasions. La fin des années Bourguiba est traitée à distance, en quelques lignes, fin annoncée d'un régime qui n'a pas su dissocier l'État du parti, ni institutionnaliser l'exercice du pouvoir politique.

◆ **Abdallah LAROUÏ**, *Islam et Histoire*. Paris, Bibliothèque Albin Michel Idées, 1999. 165 pp.

Ce cours traité, qui reprend une série de conférences données par l'auteur à l'Institut du Monde arabe de Paris (1997), et qui prend pour objet le concept d'histoire en Islam, tel qu'il est possible de le dégager de la pratique historique des penseurs musulmans confrontés "professionnellement" à l'être-au-temps des sociétés musulmanes -chroniqueurs, historiographes, traditionnistes, juristes... -, constitue un jalon important dans l'œuvre de l'historien marocain : le passage d'une critique de l'idéologie, engagée dans *L'idéologie arabe contemporaine* (1967) et *La crise des intellectuels arabes: traditionalisme ou historicisme* (1974) à une épistémologie de la raison historique qui dépasse le seul contexte arabo-musulman



pour embrasser l'ensemble des pensées de l'histoire enfermées dans ce que l'on pourrait désigner comme la "clôture traditionniste". Non, bien sûr, que l'épistémologie soit chose nouvelle dans l'œuvre d'A. Laroui, mais, dans cette réflexion véritablement apaisée, cette visée autorise une double prise de distance - par rapport à la tradition elle-même et par rapport aux reprises critiques dont elle fait l'objet, de la part des historiens musulmans comme de la part des

orientalistes. Cette prise de distance est en même temps la formulation d'un double projet, seulement partiellement explicité et dont on peut souligner le caractère quelque peu paradoxal : "sauver" tout à la fois la visée des traditionnistes, *huffâz* et *muhaddithûn*, eu égard à la *nécessité* de fonder en méthode historique l'établissement d'une *sunna* (tradition) à l'usage des sociétés musulmanes et qui entendent le rester, et la possibilité des aventures de la raison historique, à laquelle les musulmans ont bien sûr part comme les autres "civilisations" - en témoignent, entre de nombreux autres, Mas'ûdi et Ibn Khaldûn -, qui ne renonce pas à rendre compte de *ce qui est*, par opposition à *ce qui a été* ou *devrait être*, et qui porte aussi constat du rôle de "la Raison dans l'Histoire". A. Laroui a deux "comptes à régler" : avec l'intégrisme et les identitaristes de tous poils, gestionnaires d'une norme intangible donnée une fois pour toutes au fondement du pacte social qui voudraient le réduire au silence en tant qu'historien attentif aux écarts dont ladite norme fait l'objet ; avec l'orientalisme qui voudrait lui dénier son autonomie et son identification à la pensée de sa propre "civilisation". L'historicisme, pensée de la relativité dans l'histoire, est l'instrument de cette double critique en même temps que d'une réforme de la société et de la pratique historique qu'A. Laroui ne cesse d'appeler de ses vœux.

◆ **Makilam, Signes et rituels magiques des femmes kabyles**, Aix-en-Provence, Edisud, 1999.

Les signes tracés sur les poteries kabyles, ceux qui marquent les habitations du sceau de la maîtresse de maison, ou ceux qui s'inscrivent entre les fils de chaîne et les fils de trame des tissages ont un passé et un présent communs : nés de la réalité, de l'imagination et des aspirations féminines, ils ont cristallisé tous les fantasmes de l'ethnologie kabyle coloniale qui n'a eu de cesse de les interpréter à l'aune de sa propre culture. La lecture ici proposée se décline en termes de symboles de fécondité, de renouveau de vie et d'abondance autour des habitants. L'auteur, femme d'origine kabyle, a pris connaissance de ses précurseurs : elle n'a reconnu de sa société maternelle, de sa langue et de sa culture que des bribes classifiées selon

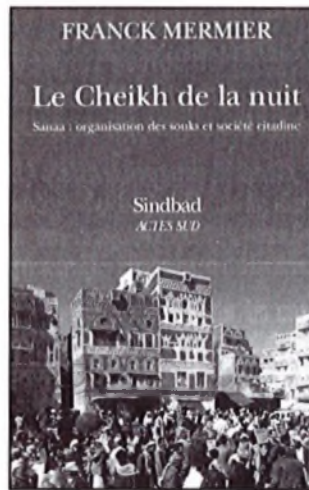


la raison cartésienne occidentale. De la logique de ses grand-mères, de leur système, de leur pensée, peu de choses ou rangées dans le tiroir des superstitions, histoires de bonnes femmes. Son anthropologie s'ancre dans un retour aux sources et un apprentissage de la poterie qui l'a mise en contact avec les potières kabyles : *« En tant que femme et kabyle, considérant les valeurs féminines herbères comme une réelle force historique, je me suis fondamentalement intéressée à l'histoire*

*oubliée de la moitié de l'humanité. La vie des femmes de la tradition, entourée de pratiques et de rites, m'avait enseigné dès mon enfance qu'il n'existait aucune opposition entre les humains et la nature mais une relation d'unité magique. Dans une approche nouvelle, j'ai procédé à une recherche intensive dans le monde intérieur et secret, plus justement non révélé, des femmes de la tradition.* En reprenant la mesure de la vie d'une femme, elle analyse à la manière cyclique de la pensée kabyle les passerelles entre le corps et la nature, les signes et la réalité, les femmes et le cosmos. Elle rend intelligible, non pas au coup par coup mais dans une vision totaliste de sa société le geste quotidien, le geste technique, le geste magique. Gestes qui s'entremêlent pour mieux se confondre et qui rendent impossible l'étude thématique de l'ethnologie traditionnelle. Cette méthode est déconcertante pour l'esprit "occidental" qui a l'impression de tourner en rond, lui qui s'est fondé sur une rationalité de rectitude. Le cercle part de la terre (la potière) et revient à la terre. On regrettera une analyse sémiologique plus poussée des signes répertoriés. Mais au fond l'objet même de l'ouvrage était-il bien là ? N'était-il pas plutôt dans cette nouvelle façon de faire de l'ethnologie en revendiquant un regard, une subjectivité ? L'auteur, malgré sa formation européenne, réussit parfaitement son pari en n'accablant pas une raison étrangère à une logique qui ne pourrait qu'en être faussée.

◆ **Franck MERMIER, Le Cheikh de la nuit. Sanaa : organisation des souks et société citadine**, Sindbad, Actes Sud, 1997, 255 pages.

Dans ce livre suggestif et alerte, l'auteur nous présente la quintessence de sa thèse après l'avoir révisée et remaniée. Déterminer la place et le statut de la société citadine à Sanaa, en isoler ses formes d'expression sociales, culturelles et politiques, rendre compte de l'organisation socioprofessionnelle des souks tout en tentant de retracer certaines évolutions de la société yéménite, telles sont les idées forces qui constituent l'architecture générale de l'ouvrage. La formule "les souks, porte de la ville", placée en début du livre, exprime la substance de l'ouvrage et la démarche de l'auteur. C'est au miroir des souks que l'auteur appréhende la société citadine de Sanaa. Vecteurs



de communication, relais du commerce local et international et lieu privilégié des rapports sociaux dans la ville, les souks à Sanaa sont marqués par toutes les composantes de la société citadine, tant par le biais de leurs transactions, que par leur inscription dans des lignées familiales identifiées à des corps de métiers. Lieu de contact entre les hommes de tribu et les habitants de la ville, le marché assure l'articulation entre les systèmes de valeurs du

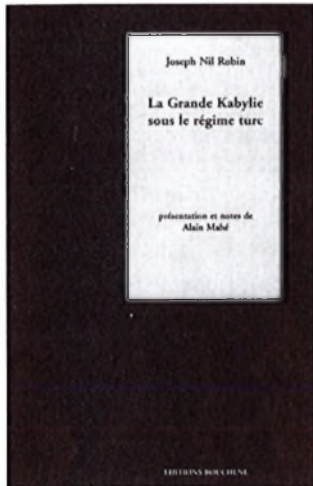
monde tribal et ceux du monde citadin. Le contrôle des réseaux et des institutions d'échange constitue le moyen par lequel l'État à Sanaa renforce son emprise sur l'espace yéménite. Dans cette recherche menée avec minutie et rigueur, les institutions, les pratiques sociales (tel que le port de la *janbiyya*) les mots du social et du réel d'une manière générale sont pris au sérieux. Une attention particulière est portée sur la façon dont les acteurs définissent leur propre espace, se nomment avec ou sans sobriquets, déterminent leur stratégie en matière d'alliance matrimoniale. Les métaphores, les emblèmes, les signes et les symboles sont autant d'outils mis en œuvre par l'auteur pour saisir de l'intérieur la société citadine de Sanaa. La démarche adoptée pourrait être qualifiée de constructiviste. En prenant le souk comme entrée pour appréhender la société de Sanaa, l'auteur s'est donné le moyen de dépasser la dichotomie habituelle dans ce genre d'étude ; ainsi, son propos est moins d'opposer des hommes de tribu aux habitants de la ville, une citadinité à ce qui la rend obsolète, que d'en saisir la texture constamment changeante sur la trame de l'histoire et du mythe, des représentations et des pratiques.



◆ Joseph NIL ROBIN, *La grande Kabylie sous le régime turc*, rééd., Paris, Éditions Bouchène, 1998, 154 p.

◆ Alain ROUSSILLON, *Réforme sociale et identité. Essai sur l'émergence de l'intellectuel et du champ politique moderne en Égypte*, éditions Le Fennec, Casablanca, 1998, 176 p.

La collection "Bibliothèque d'Histoire du Maghreb" de la dynamique maison d'édition Bouchène a été récemment créée pour rééditer des textes oubliés, peu connus ou inédits concernant l'histoire du Maghreb. La première salve de réédition cible les textes d'un officier des Bureaux Arabes, Joseph Nil Robin (1837-1918), qui a passé vingt deux ans de service en Algérie : ce temps lui a probablement permis de prendre connaissance d'une documentation turque concernant l'histoire de la Kabylie, d'y avoir accès à l'aide des officiers interprètes connaissant le turc (le connaissait-il lui-même ?) et grâce aux sources indigènes orales (en kabyle) qu'il a pu



collecter lors de ses nombreuses années d'exercice. *La grande Kabylie sous le régime turc* est une partie de l'ensemble des deux mille pages que cet officier a rédigées jusqu'à la fin de sa vie. Parus dans la célèbre *Revue Africaine* entre 1873 et 1875, ces textes constituent aujourd'hui une source intéressante pour l'histoire politique et sociale de la région pendant la période ottomane, histoire sur lesquelles les sources européennes sont peu

abondantes et lacunaires. Ils nous donnent une masse d'informations sur la vision que les Kabyles avaient du pouvoir turc : non pas la représentation longtemps admise d'une relation de conquête et d'exploitation, mais une coexistence labile entre les institutions politiques et administratives du pouvoir central et le maillage des solidarités et des clientèles locales. Les quatre articles sont précédés d'une présentation, par Alain Mahé, de l'auteur, du contexte historique, et de l'acquis historiographique sur les rapports de pouvoir dans la Kabylie ottomane ; ils fournissent matière à nuancer à la fois le manque de sources et la vision admise d'un pouvoir ottoman militairement incontesté et fiscalement dominateur dans la Grande Kabylie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Sous la plume d'un officier des Affaires Indigènes, ce constat aurait dû faire mouche... mais il semble que ces textes n'aient eu aucune audience. Ce qui rend ce savoir historique reconstitué intéressant à redécouvrir, à condition toutefois de prendre en considération les conditions de son élaboration. En reconstituant un savoir historique sur la grande Kabylie et en nous permettant de la redécouvrir à la lumière des thèses récemment soutenues, cette collection de textes nous invite également à réfléchir aux conditions de leur élaboration. La conquête militaire et politique de l'Algérie s'est doublée d'une entreprise de connaissance du territoire, de la population, des formes du pouvoir.

Cet ouvrage constitue la première partie du document de synthèse rédigé à l'appui de la thèse d'État sur travaux soutenue par Alain Roussillon en juin 1994 à l'université de Paris III-Sorbonne nouvelle, sous l'intitulé : *Réforme sociale et identité. Pensée, idéologies, société en Égypte*. L'auteur s'interroge sur les conditions de l'intelligibilité de l'histoire de l'Égypte de la *Nahda* et du "Liberal Age" et se propose de faire le deuil des représentations produites par l'orientalisme. Pour rendre compte de cette intelligibilité, nous sommes conviés à revisiter la problématique de la Réforme à travers le primat de l'identité et de la centralité de la question

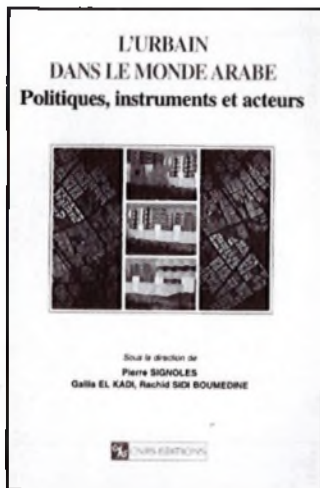


intellectuelle dans l'Égypte contemporaine. Alain Roussillon aborde la dynamique du réformisme en distinguant en son sein trois logiques indissociables et parfois antagonistes. Tout d'abord, on trouve celle de la *Nahda* (renaissance) qui exprime l'affirmation progressive d'un *nationalisme culturel*. Plusieurs courants, révélateurs de la tension existant au sein même des représentations de la visée réformiste, traversent ce *nationalisme culturel* : certains "intellectuels"

ambitionnent de défendre la civilisation occidentale en termes islamiques, d'autres ont pour objectifs, en utilisant les catégories allogènes importées d'Europe, de restreindre le champ d'application des catégories religieuses au nom de la nécessaire séparation de foi et de la raison. D'autres encore aspirent à renouveler les catégories islamiques en les épurant des représentations dénoncées comme superstitieuses. Il s'agit alors de rejeter toute occidentalisation de la pensée. La deuxième logique à l'œuvre s'exprime en terme de *mouvement national*. La formulation du nationalisme par les réformistes est rendue problématique par la coexistence de niveaux d'appartenance et de loyalisme (égyptien, arabe, musulman) difficilement conciliables en terme de production doctrinale. Enfin, la troisième logique se formule en terme de "Liberal Age", c'est-à-dire au travers de la mise en place de nouvelles institutions et la recomposition de la structure de classe. Aussi, rendre intelligible l'histoire de l'Égypte de "l'âge libéral" nécessite-t-il de saisir la façon dont l'identité tend à s'imposer pour tous les protagonistes du débat réformiste comme la principale grille de déchiffrement de cette diversité du monde (...) qui permet de l'énoncer, définissant en quelque sorte le lieu commun de tout débat possible sur la réforme de la société et autorisant toutes les conversions identitaires.

◆ *L'urbain dans le monde arabe, politiques, instruments et acteurs*, sous la direction de P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumédine ; CNRS Éditions, 1999, 373 p.

Le ton est donné d'emblée : *ce sont plusieurs politiques qui sont appliquées, selon les circonstances et les évolutions, en fonction de la diversité des enjeux* autour de l'urbain. En faisant ainsi référence aux conclusions d'un premier colloque tenu il y a plus de quinze ans, l'ouvrage se présenterait comme un *bilan* si les auteurs n'en expliquaient l'impossibilité, déjà par son ampleur. De fait, beaucoup plus que des politiques, sont ici présentées des interférences, les spécificités de certains systèmes de relation entre États et sociétés, face à des modes de gouvernance exogènes, ces *formes de gouvernement qu'ils n'ont pas pré-pensé eux-mêmes*. Nous sommes en pleine *mondialisation* et les effets dans le champ de l'urbain sont

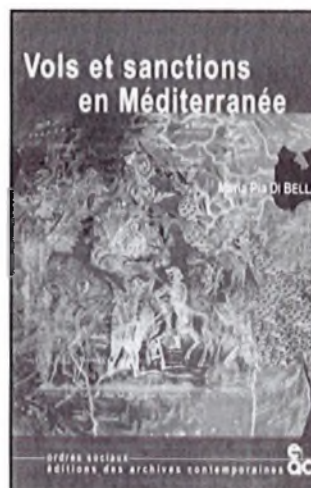


multiples. Cet ouvrage présente la manière dont ces interactions affectent la *gestion des espaces urbanisés ou en cours d'urbanisation*, du *désengagement de l'État* aux autres contrepoints possibles : *décentralisation*, *apparition d'une société civile* ( doublée d'une *démocratie* dans certains cas), ou l'*émergence d'ONG* en tant qu'*acteurs*, de *programmes d'ajustement structurel*... Nous sommes alors particulièrement attentifs à

la manière dont le nouveau champ d'actions des associations (au Caire) devient celui d'une prise de conscience par la société civile de la nécessité de participer à la vie urbaine, les dites crises urbaines étant en fait révélatrices d'une forte inadéquation des modes d'organisation sociale (et de gestion des transformations urbaines)... Les réorganisations des financements au profit des réhabilitations de quartiers populaires (Tunis) ou du secteur touristique sont certes dictés par des enjeux politiques importants, mais dénotent d'une recherche de consensus local jouant sur différents niveaux, alors que la variété des instrumentations légales à Alger pose de façon concrète la question du fonctionnement du système d'acteurs. Indirectement, la plupart des contributions montrent comment l'époque des *projets doctrinaires* est révolue, et que les contradictions d'une *maîtrise totale du système d'acteurs* en présence ouvre la voie à des évolutions imprévues. Aborder les thèmes proposés par la *question jugée centrale de la régulation* offre l'avantage, au-delà d'une *nécessaire identification des acteurs en présence* (et dont est soulignée la diversité des registres d'intervention), de rendre plus lisible la nature des nouveaux enjeux de pouvoir dont la ville est l'objet. En ce sens, l'ouvrage présente de réelles avancées dans la recherche urbaine.

◆ *Vols et sanctions en Méditerranée* (sous la dir. de Maria Pia Di Bella), éd. des Archives contemporaines, 1998, 261 p.

Si le vol a suscité peu de considération au sein des sciences sociales, en revanche, en littérature, la figure du voleur a embrasé l'imagination de maints écrivains. Ils nous ont livré des personnages qui stimulent, à coup sûr, nos analyses - le vol comme acte de séduction chez Arsène Lupin ou comme quête de sainteté chez Genet. L'ouvrage dirigé par Maria Pia Di Bella étudie le phénomène du vol autour de la Méditerranée, hors de tout *a priori* méditerranéiste. C'est d'emblée dans une optique pluraliste que ses différents auteurs ont abordé les sociétés observées, désireux de faire ressortir la richesse et l'originalité de chaque cas plutôt que de rechercher, une fois de plus, le modèle dominant



susceptible de s'appliquer partout. Pourtant, -et en dehors de l'article de B. Johanssen, dont l'analyse du vol du point de vue du juriste musulman nourrit une interrogation épistémologique sur le concept de vol- la plupart des études - notamment celle sur le Roma- insistent sur la réversibilité du vol dans une même société. Les pratiques de prédation pouvant être perçues tantôt comme un vol répréhensible, tantôt comme un acte de

justice redistributive valorisé. Alors que les cas étudiés établissent que tous les actes de prédation pratiqués dans diverses sociétés ne sont pas qualifiés comme vol par le système normatif en vigueur, c'est néanmoins presque toujours sous le terme de vol que ces pratiques sont désignées par les analystes. De cette façon, la vision normative de la soustraction de bien qui structure notre propre société est réintroduite subrepticement dans la description de sociétés *exotiques*. Pour autant, si les différents types de qualification juridique du "vol" ne sont pas toujours explicités par les auteurs, leur souci d'élucider *anthropologiquement* les diverses modalités de la réversibilité des pratiques de prédation apporte des éléments significatifs à une interrogation sur les différents types de normativités qui parcourent le social. A ce titre, l'étude sur le Roma est exemplaire puisqu'elle montre que *le rôle du vol (...) n'est pas d'accumuler de la richesse, mais de faire la distinction entre Roma et Gadjé*. (p. 231). Pour autant l'affirmation *quiconque peut être volé sans perdre l'honneur est un gadjo*, implique-t-elle que *tous les Gadjé peuvent être volés*. (p. 234) ou ne signifie-t-elle pas plus simplement que, dans la mesure où au regard des Roma les Gadjé n'ont pas d'honneur, ils peuvent être détroussés ? En revanche, il n'y a vol qu'entre Roma !